



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENVIE 2E MIDI PYRENEES

19/21 avenue du Bois Vert
31120 Portet-Sur-Garonne

Références : 2025/601
Code AIOT : 0006808138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement ENVIE 2E MIDI PYRENEES implanté 19/21 avenue du Bois Vert 31120 Portet-sur-Garonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'installation s'est effectuée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour l'environnement de l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIE 2E MIDI PYRENEES
- 19/21 avenue du Bois Vert 31120 Portet-sur-Garonne
- Code AIOT : 0006808138
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Envie 2E Occitanie (ex-ENVIE 2E MIDI PYRENEES) exploite à Portet-sur-Garonne, au 19-21 avenue du Bois Vert, une installation de regroupement et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) soumise à autorisation environnementale. Cette installation a été initialement déclarée en 2009. Par la suite, deux modifications substantielles, correspondant à deux augmentations successives de la capacité d'entreposage et de traitement des DEEE, ont été autorisées par arrêtés préfectoraux (AP) des 13/05/2013 et 22/05/2017.

Le site est plus récemment réglementé par l'arrêté préfectoral du 14/11/2022 qui encadre la reconstruction du bâtiment PAM (petits appareils électroménagers en mélange) détruit à la suite d'un incendie survenu sur le site le 14/11/2020, et le réexamen des prescriptions de l'autorisation préfectorale suite aux nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives aux installations de traitement de déchets.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il est rappelé à l'exploitant d'effectuer un porter à connaissance avant toute modification notable.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 7.1.1 et 7.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Entreposage et stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 7.2.1 et 7.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 9.2.2 et 9.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porté à connaissance	Code de l'environnement du 21/09/2000, article Article R181-46 II	Sans objet
4	Autosurveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article art 3.3.9 et 9.2.4	Sans objet
6	Moyens de	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lutte contre l'incendie	article 6.6.3	
7	Système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.6.6	Sans objet
8	Confinement des eaux en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la gestion des déchets (déchets entrants, stockage), l'autosurveillance des rejets (eaux de surface et souterraines) et sur le risque incendie associé. L'inspection a notamment relevé 2 faits non conformes pour lesquels il est proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure à la signature du Préfet sur :

- la présence de déchets non autorisés stockés au sein de l'installation (tels que des batteries de voitures, des aérosols et des extincteurs usés),
- la présence de déchets contenant des polychlorobiphényles (PCB) mal identifiés.

De plus, des demandes sont formulées en lien avec les analyses d'autosurveillance des eaux souterraines (dépassements des valeurs de références en tétrachloroéthylène et en fer).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porté à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/09/2000, article Article R181-46 II
Thème(s) : Situation administrative, Modification du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que, du fait de travaux de remplacement de la dalle, une ligne de production (l'atelier "écrans") ainsi que des stockages de déchets d'un bâtiment ont été déplacés dans un autre bâtiment. Les zones de stockages ont été modifiées en conséquence. A noter que le bâtiment vidé ainsi que l'atelier "écrans" dans son nouveau bâtiment ont été vus par l'inspection.</p> <p>Les plans internes des zones de stockage et des risques associés ont néanmoins été mis à jour en interne.</p>

Ces modifications ont été effectuées sans notification au préalable au préfet, ce qui constitue une non-conformité à l'article R181-46 II du code de l'environnement sus-visé.

Toutefois, dans la mesure où les possibles foyers d'incendie sont bien localisés et où l'état des stocks reste maîtrisé, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.

L'exploitant prévoit également d'ajouter une nouvelle ligne de production à l'horizon 2026.

NB : En date du 20 janvier 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection un dossier de porter à connaissance indiquant les modifications effectuées ainsi que les modifications à venir. Ce dossier sera instruit par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 7.1.1 et 7.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Article 7.1.1

Sont autorisés dans l'établissement les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) qui appartiennent aux catégories suivantes mentionnées au II de l'article R.543-172 du code de l'environnement :

- Écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm² ;
- Petits équipements ;
- Petits équipements informatiques et de télécommunications ;
- Panneaux photovoltaïques.

Article 7.1.2

Préalablement à toute réception de déchets sur le centre, ceux-ci doivent être soumis à une procédure d'acceptation qui permet de garantir que seuls les déchets admissibles conformes à l'article 7.1.1 ci-dessus sont réceptionnés dans des conditions compatibles avec les capacités de stockage et de traitement réglementées par le présent arrêté.

L'exploitant fixe les critères d'admission dans son installation des déchets et les consigne dans un document tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Pour vérifier l'admissibilité d'un déchet dans l'installation, l'exploitant demande au producteur du déchet ou au détenteur une fiche d'identification du déchet qui contient à minima les éléments suivants :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux ;
- apparence physique du déchet ;

- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- propriétés de danger du déchet ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre.

Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.
(...)

Constats :

L'exploitant a décrit la procédure d'acceptation des déchets et a transmis la procédure écrite associée, le jour de l'inspection.

Il indique que la réception des déchets est planifiée à l'avance (le transporteur des déchets, ainsi que leur type et leur quantité sont connus avant leur réception). Une pesée ainsi qu'une vérification visuelle sont effectuées à l'entrée du site, puis un opérateur entre dans un logiciel ce qui permet aussi d'effectuer le suivi relié à l'application "Track déchets"

En cas de problèmes, et selon la procédure transmise par l'exploitant, les déchets sont renvoyés.

La procédure indique notamment : *"Tout déchet n'appartenant pas à la catégorie des déchets d'équipements électriques et électroniques ne pourra pas être accepté sur le site. Le contrôle des déchets s'effectuant avant le déchargement des déchets, aucun stockage ne sera fait avant réexpédition du déchet vers son détenteur."*

Or, des déchets "indésirables" ont été vus sur le site par l'inspection et sont stockés malgré la consigne de renvoi. Cette procédure, bien qu'existante, n'est pas respectée. Des déchets non autorisés sont stockés temporairement.

Les déchets "indésirables" vus sont des batteries de voitures, des extincteurs hors d'usage ainsi que des bombes d'aérosols. De plus, certaines batteries étaient mal abritées (elles étaient stockées dans des caisses avec des couvercles abîmés, ces dernières ont été remplacées directement par un opérateur suite à la remarque de l'inspection.)

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les aérosols étaient en cours d'évacuation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les batteries ainsi que les extincteurs hors d'usages.

Il est demandé également de transmettre à l'inspection le bordereau de suivi des déchets des aérosols évacués.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Entreposage et stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 7.2.1 et 7.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, entreposage et stockage des déchets

Prescription contrôlée :

Article 7.2.1

L'exploitant tient à jour un état, à minima journalier, indiquant la nature et les quantités présentes au sein des installations des DEEE et des déchets et composants issus du démantèlement, du traitement des DEEE et des zones de tri/transit/regroupement des panneaux photovoltaïques. Cet état est annexé un plan général des zones d'entreposage et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les fractions suivantes de DEEE démantelés sont entreposées dans les conditions suivantes :

(cf tableau)

Un repère visuel de la hauteur maximale de stockage (4 m) est mis en place le long des murs intérieurs des 5 alvéoles de stockage des fractions plastiques. Les stockages extérieurs sont couverts afin d'éviter le ruissellement des eaux pluviales sur les déchets.

Article 7.2.2 DEEE susceptibles de contenir des polychlorobiphényles (PCB)

I. Les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et les autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés et entreposés dans des bacs résistants, étanches spécialement affectés et identifiés.

Les déchets susceptibles de contenir des PCB sont stockés dans des lieux couverts.

Les conditions d'entreposage de ces déchets garantissent :

- l'absence totale de pollution par lessivage, accident ou toute autre cause que ce soit ;
- l'absence de matière inflammable et de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie à proximité de ces déchets ;
- que des moyens appropriés de prévention et de protection incendie sont présents au sein de la zone d'entreposage.

(...)

III. Il est interdit de mélanger des déchets susceptibles de contenir des PCB à d'autres déchets. L'élimination des déchets susceptibles de contenir des PCB est réalisée dans des installations de traitement ou de décontamination dûment autorisées au titre des installations classées.

IV. La durée de stockage des déchets susceptibles de contenir des PCB est réduite au minimum, sans excéder 90 jours. La quantité maximale présente sur le site de déchets susceptibles de contenir des PCB est inférieure à 4 tonnes et telle que la quantité maximale de fluide contenant des PCB est inférieure à 1,3 tonne.

Constats :

Par sondage, l'inspection a contrôlé le stockage en alvéoles des déchets de la ligne de traitement

des petits appareils en mélange (PAM).

Le marquage de la hauteur maximale de stockage (4 mètres) est présent dans chaque alvéole et est bien visible.

Dans chaque alvéole, des kits d'absorbants sont présents. De plus, le site est entièrement construit sur rétention. En cas de fuite, les liquides sont confinés sur site.

Les déchets contenant des polychlorobiphényles (PCB) sont séparés des déchets qui n'en contiennent pas : les premiers sont stockés dans des bacs de rétention. Or, ces deux types de déchets sont stockés dans la même alvéole et les déchets contenant des PCB ne sont pas clairement identifiés. Cela constitue une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de clairement identifier les déchets contenant des PCB.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Autosurveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article art 3.3.9 et 9.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 3.3.9

L'exploitant est tenu de respecter aux points de rejets n°1 et n°2, tels que mentionnés à l'article 3.3.5. ci-avant, et avant rejet dans le réseau de collecte communal des eaux pluviales, les valeurs limite en concentration définies ci-après.
(cf tableau)

(*) Somme des métaux : Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag, Hg et Pb.

(**) Somme des concentrations des sept congénères suivants : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194.

Dosage selon la norme NF EN ISO 6468 « Dosage de certains insecticides organochlorés, des polychlorobiphényles et des chlorobenzènes - Méthode par chromatographie en phase gazeuse après extraction liquide-liquide

Article 9.2.4 (modifié)

Les mesures portant sur les rejets n°1 et 2 mentionnés à l'article 3.3.5. sont réalisées au minimum une fois par an. Les prélèvements et les analyses sont réalisées par un organisme compétent accrédité par le COFRAC.

Constats :

Les analyses des rejets aqueux sont effectuées chaque année.

Les trois derniers rapports des analyses effectuées le 20 novembre 2023, le 03 décembre 2024, et le 15 octobre 2025 ont été transmis à l'exploitant.

A l'exception d'un dépassement en matières en suspension (MES) observé en 2023, aucune analyse ne montre de dépassement aux valeurs limites des émissions prescrites.

NB : l'exploitant n'a pas transmis ses résultats d'analyse dans l'application GIDAF du fait d'une mise à jour de son cadre qui n'a pas été effectuée. Suite à la visite, l'exploitant a effectué une demande de mise à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 9.2.2 et 9.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :Article 9.2.2

Une surveillance des eaux souterraines au droit du site est réalisée à partir d'un réseau constitué de 3 puits de contrôle (PZ4, PZ7 et PZ13) et représenté sur le plan figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Les modifications apportées à ce réseau de surveillance sont soumises à l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Au moins deux fois par an, en période de basses eaux et de hautes eaux, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe sur l'ensemble des ouvrages du réseau.

L'eau prélevée fait l'objet d'analyses sur, au moins, les paramètres suivants : composés organochlorés volatils (COHV) dont le chlorure de vinyle, aluminium, fer, sulfates et mercure en cas d'incident ou d'accident conduisant à l'épandage de ce polluant sur le sol.

Article 9.3.3

A l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception des rapports d'analyses. Ces résultats sont assortis :

- des hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance ; ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF),
- de la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons,
- pour chacun des paramètres analysés, de l'indication de la norme en vigueur utilisée, qui doit être conforme à une norme EN, ISO ou NF,
- pour chacun des paramètres analysés, d'une comparaison des valeurs des différents paramètres aux résultats des campagnes précédentes et aux valeurs limites réglementaires
- de commentaires adaptés, notamment d'une comparaison aux hypothèses retenues dans les calculs de risques de l'étude sanitaire (notamment l'analyse résiduelle des risques

susvisée produite par rapport en date du 21 août 2009), pour tous les paramètres analysés.
(...)

Constats :

Les analyses des eaux souterraines sont effectuées deux fois par an (en période de basses eaux et en période de hautes eaux).

Les rapports de mars et de novembre 2024 ainsi que ceux de mars et de novembre 2025 ont été vus par l'inspection.

NB : Les périodes des hautes eaux correspondent au mois de mars, les périodes de basses eaux correspondent au mois de novembre.

Les hauteurs d'eau sont indiquées, et les résultats sont commentés et comparés aux valeurs de qualité des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH), tels que décrits dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique. De même, les rapports d'analyses donnent des comparaisons aux résultats des années précédentes, indiquant ainsi les tendances des différents paramètres.

En période de hautes eaux, en aval, il a été observé une tendance à l'augmentation des teneurs en composés organochlorés volatils (COHV) depuis mai 2022, un léger dépassement en tétra- et trichloroéthylène a notamment été mesuré (une concentration de 18 µg/L pour une valeur limite de qualité des EDCH de 10 µg/L). Néanmoins, ces valeurs restent dans les limites des valeurs de référence.

En période de basses eaux, en aval du site, de forts dépassements aux valeurs de références en tétrachloroéthylène et en fer ont été mesurées en aval. En effet, une concentration de 194,1 µg/L de tétrachloroéthylène (PCE) (pour une valeur limite de qualité des EDCH de 10 µg/L) et une concentration de 3800 µg/L en fer (pour une valeur limite de qualité des EDCH de 200 µg/L) ont été mesurées. Les années précédentes, entre octobre 2023 et mars 2025, le tétrachloroéthylène était en baisse (passant respectivement de 144,7 µg/L à 18 µg/L) et le fer était mesuré sous les valeurs de références (à l'exception d'octobre 2023 avec une mesure de 1100 µg/L).

De même, une augmentation de deux COHV a également été mesurée. En effet, une concentration de 1,6 µg/L de chlorure de vinyle (pour une valeur limite de qualité des EDCH de 0,5 µg/L) et une concentration de 11 µg/L en cis-1,2-dichloroéthylène (pour une valeur limite de qualité des EDCH de COHV totale de 10 µg/L) ont été mesurées.

Ces résultats montrent l'impact d'une pollution de l'activité, mais aucune hypothèse des causes de cette pollution n'a été émise.

De plus, les analyses ne font pas de comparaison à un état de référence, ou à une pollution

historique (telle que décrite dans l'analyse des risques produite par rapport en date du 21 août 2009).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de donner des justifications sur ces tendances à la hausse de tétra- et tricholoétylène et en fer (notamment sur les causes d'une telle augmentation des seuils) et de proposer un plan d'action pour diminuer l'impact sur les rejets des eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation ; • un réseau de RIA (robinet incendie armé) à proximité des zones de stockage de DEEE ou des extincteurs mobiles de 50 litres en nombre suffisant répartis sur l'ensemble des zones du bâtiment d'exploitation et à proximité du chapiteau extérieur ; • 4 postes incendie additivés (bas foisonnant, pivotant) : deux PIA installés dans le bâtiment central, un accès sud et un au nord, le long de la cloison entre bâtiment central et administratif ; ainsi que deux PIA installés dans le bâtiment ouest sur les piliers entre les 3 alvéoles du PAM ; • Les 2 alvéoles de stockages de plastiques en sortie de la chaîne de traitement de PAM sont équipés d'un système d'extinction automatique par mousse (bas foisonnement) asservi à la détection flamme. Une commande manuelle d'extinction est également présente au niveau du local technique du système d'extinction (à l'arrière des alvéoles du bâtiment central) ; Ces systèmes d'extinction sont alimentés par une réserve d'eau incendie de 221 m³ placée le long de la façade sud du bâtiment central ; • d'un container métallique, d'au moins 2 m³, disponible à proximité de la zone de stockage des piles et batteries afin de permettre une immersion des batteries en surchauffe ou en feu;

- de deux points d'eau incendie situés à l'extérieur du site :
 - PI n°85 (environ 100 m de la porte d'accès au bâtiment PAM),
 - PI n°86 (environ 50 m de la porte d'accès au bâtiment Écrans).

L'exploitant doit être en mesure de justifier à tout moment de la disponibilité effective des volumes d'eau et/ou de fournir un débit global simultané adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 180 m³/h durant deux heures soit un volume de 360 m³.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur.
Ces vérifications ont l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

L'installation dispose :

- d'un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) ;
- d'un réseau de poteaux incendie additivés (PIA) ;
- d'extincteurs répartis sur le site ;
- d'un réseau de robinets incendie armés (RIA) ;
- d'un container métallique en eau permettant d'immerger des piles et batteries. *NB: l'inspection a constaté la présence de déchets dans ce container, il revient à l'exploitant de le maintenir propre et vide.*
- d'une centrale de détection incendie ;
- de quatre type de détecteurs incendie :
 - > thermographiques (pour la télésurveillance des piles et batteries),
 - > détecteurs de flammes (pour les stockages les plus à risque),
 - > "VESDA" pour l'ensemble des ateliers du site,
 - > détecteurs de fumées pour les ateliers avec des déchets contenant du plastique.

Ces équipements de lutte contre l'incendie sont contrôlés chaque année par des prestataires externes. L'inspection a vu sur site les rapports datant de 2025 de chacun de ces équipements.

Concernant le rapport de contrôle du système de sprinklage, le prestataire indique une non-conformité au référentiel APSAD (il concerne le manque de tête de sprinklage dans une zone du site). L'inspection a constaté sur site que cette zone ne montre pas de risque incendie. En effet aucun stock, ni aucune activité n'est présente. Cette non-conformité ne représente pas de danger incendie.

Concernant le rapport de contrôle des RIA et PIA (en date du 15/05/2025), deux observations ont été effectuées :

- un des PIA n'est pas stable ;
- un des RIA ne dispose pas d'une pression suffisante pour son bon fonctionnement.

Ces observations sont en cours de réparation par l'exploitant. Une première intervention sur le PIA a été effectuée en interne le 15/05/2025 (une fiche d'intervention a été vue) mais le RIA est toujours dysfonctionnel. Néanmoins, l'exploitant a pris contact avec son prestataire afin

d'obtenir un devis pour sa réparation (des échanges de mails ont été vus le jour de la visite).
Les autres rapports de contrôles périodiques n'appellent pas d'observation de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dès sa réception, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le devis pour les réparations du RIA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les 3 bâtiments, est, ouest et central, sont équipés d'un dispositif de détection automatique d'incendie reportée 24h/24 7j/7 en télésurveillance, conforme aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Le registre de sécurité mentionne les personnes formées à l'utilisation de la centrale de détection incendie. Les comptes-rendus des opérations d'entretien et des tests sont tenus à la disposition de l'inspection les installations classées. Les installations sont vérifiées périodiquement et a minima annuellement.
Constats : Les têtes de détection ont été vues sur site. Le dernier compte-rendu de vérification périodique du système de détection incendie, en date du 06 juin 2025, a été vu par l'inspection. Ce compte-rendu ne montre pas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Confinement des eaux en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : (...) Le dispositif de confinement est constitué d'une cuve enterrée sous le bâtiment ouest de 440 m3 complétée d'une cuve enterrée de 100 m3 située en bordure nord du site. Le volume disponible

pour le confinement sur le site des eaux polluées en cas d'accident ou d'incendie, y compris les eaux d'extinction, est au minimum de 540 m³.

Les matières canalisées sont collectées et convergent vers ces capacités spécifiques de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests sont par ailleurs menés sur ces équipements

Constats :

Les eaux sont confinées sur site par une vanne automatique déclenchée manuellement (par un bouton bien visible).

La procédure d'enclenchement de la vanne est bien affichée et le point de rassemblement est clairement indiqué.

Type de suites proposées : Sans suite